

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

20/2/96

DIRECTION
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ

autorisant la Société EURISYS MESURES
à poursuivre l'exploitation, en zone
industrielle "la Vallée du Parc" à LOCHES,
des activités exercées précédemment par la
Société SAGEM.

CB/CF

N° 14.522

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 14 207 du 15 février 1994 autorisant la Société SAGEM à poursuivre l'exploitation à LOCHES, en zone industrielle "la Vallée du Parc" d'un établissement spécialisé dans la construction d'appareils pour les télécommunications, les aides à la navigation et l'électronique nucléaire ;
- VU la demande présentée le 31 août 1995 par la Société EURISYS à l'effet d'obtenir l'autorisation de modifier l'activité liée à l'utilisation de sources radioactives non scellées, après reprise des installations de la SAGEM ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 06 décembre 1995, visé par le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le 13 décembre 1995 ;
- VU l'avis favorable du Conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 25 janvier 1996 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E :

Article 1er - L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 14 207 du 15 février 1994 est remplacé comme suit :

La Société EURISYS MESURES, dont le siège social est situé 4, avenue des Frênes - 78067 SAINT QUENTIN EN YVELINES, est autorisée à poursuivre, en zone industrielle "la Vallée du Parc" à LOCHES (37600), l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la construction d'appareils pour les télécommunications, les aides à la navigation et l'électronique nucléaire.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les activités suivantes seront exercées :

Rubrique	Activité	Classement
385 quater.4°.a)	Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives en sources scellées : 7 GBq du groupe I	A D inversion D A
385 quater.1°.b)	Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives en sources scellées sous forme spéciale : 43 TBq du groupe II	
385 quinquies	Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives en sources non scellées : I - Utilisation 10 MBq du groupe III II - Dépôt ou stockage 100 MBq du groupe III	NC
355 A	Utilisation et stockage deux transformateurs contenant respectivement 393 litres d'askarel et 210 litres de pyralène.	D
405.B.1°.b)	Application à froid, par pulvérisation, de vernis à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie, la quantité utilisée journalièrement étant inférieure à 25 litres.	D
406.1°.a)	Séchage de vernis à base de liquides inflammables de la 1ère catégorie dans une étuve dont la température ambiante ne dépasse pas 60°C.	D

Article 2 - Les dispositions contenues dans les articles 2 à 72 demeurent inchangées.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de LOCHES.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du Préfet d'Indre-et-Loire et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

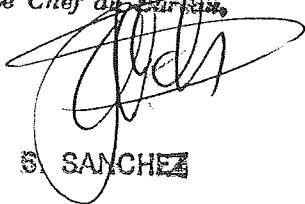
Article 4 - Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

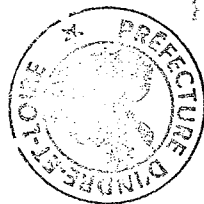
Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de LOCHES, M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le 20 FEV. 1996

Pour ampliation
Le Chef du Bureau,


S. SANCHEZ



Pour la Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Bernard SCHMELTZ